

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20200623-RAP-Terecoval-Inspection-v3		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
TERECOVAL ZI des Attignours 73 130 LA CHAMBRE	S3IC 61.7561 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED (3510 – traitement DD)	
Activité principale : Traitement de déchets de gros électroménager de production de froid (GEM froid)		
Date du contrôle : 23/06/2020		
Inspecteur(s) : Guillaume DINOCHEAU, Jean-Pierre SCALIA (adjoint à cheffe d'UD)		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle	<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE	<input type="checkbox"/> IED (BREF WT) <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, <i>etc</i>
Action nationale : <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Sécheresse <input type="checkbox"/> Rétentions <input type="checkbox"/> Perte d'utilités <input type="checkbox"/> Fluide frigorigène		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Le site		
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté préfectoral d'autorisation du 15/01/19 • Arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/10/19		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. GAS	TERECOVAL	Président
M. FOURNIER		Directeur
Mme BERTHET		Responsable QSE
Destinataire :	Préfet (DDCSPP)	
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> D2 <input type="checkbox"/> PRICAE	
P.J. :	1 projet d'arrêté préfectoral (5 pages)	

I – Synthèse de la visite

I-1 – Présentation succincte de l'établissement et de sa situation administrative

Les activités de traitement de GEM Froid sont réalisées par la société TERECHOVAL sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation mis à jour le 15/01/19.

I.2 – Constats effectués lors de l'inspection

Voir fiches en annexe 1 du présent rapport.

I.3 – Conclusion de la visite

Une non-conformité mineure a été relevée concernant le stock de déchets indésirables (voir constat 2 en annexe) ; l'action corrective engagée par l'exploitant devra être justifiée sous 15 jours.

Quatre autres demandes, portant sur la transmission de documents, sont également formulées.

Une observation est formulée concernant la surveillance de la qualité du sous-sol, découlant de la directive IED.

II – Proposition de suites administratives

Suite à la demande présentée par l'exploitant le 10/07/20, dans le prolongement de la visite d'inspection, nous proposons à M. le préfet un arrêté préfectoral complémentaire pour autoriser une augmentation des stockages de déchets sur le site, inférieure à l'augmentation demandée par l'exploitant (cf. constat 9 en annexe).

L'inspecteur des installations classées	L'inspecteur des installations classées	Vu, adopté et transmis, à monsieur le Préfet de Savoie, pour le directeur et par délégation,
---	---	--

Annexe 1 – Fiches de constats

Constat 1 - Stocks de déchets – APMD du 25/10/19

Référence réglementaire :

APMD du 25/10/19 – article 1 – revenir aux limites fixées par l'article 7.2.5 de l'AP du 15/01/19 concernant les quantités d'équipements de production de froid non dépollués stockés sur le site. Délai : 3 mois.

Constats :

L'exploitant nous a transmis régulièrement des informations concernant le déstockage des déchets excédentaires.

Le bilan du 4ème trimestre 2019 montrait qu'au 31/12/19 le volume de GEM froid (528 t) respectait la limite globale de 650 t fixée par l'arrêté. L'échéance de l'APMD du 25/10/19 a été respectée.

L'exploitant a indiqué qu'au 22/06/20, la limite est toujours respectée : le stock est estimé à 350 t cumulés (environ 75 % de GEM entrants ; 25 % de GEM dépollués).

Conclusion :

☐ Pas d'observation. La mise en demeure peut être levée.

Constat 2 - Stock de déchets – Equipements fonctionnant à l'ammoniac

Références réglementaires :

AP du 15/01/19 – article 7.2.5 : quantités maximales des déchets entreposés : déchets dangereux indésirables, notamment gros équipements froid à l'ammoniac (non dépollués) : maxi 7 t

Constats :

Un stock d'environ 14 t de GEM-F "ammoniac" a été observé sur le site, à l'emplacement prévu dans le dossier de demande d'autorisation, mais au-delà du tonnage autorisé (7 t). L'exploitant a indiqué que l'évacuation de ces déchets vers un site de traitement autorisé est programmée le 29/06/20.

Conclusion	Demande	Délai / échéance
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative	Transmettre une copie du bordereau de suivi de déchets justifiant de l'évacuation du lot de frigos "ammoniac".	15 jours.

Constat 3 - Rejets atmosphériques de l'oxydateur / dépassements concernant les gaz halogénés

Références réglementaires :

AP du 15/01/19 – article 3.2.4 : valeurs limites de rejet de l'oxydateur thermique
article 3.3.2 : analyse externe semestrielle

Constats :

Les mesures des premier et second semestre 2019 montraient des dépassements des valeurs limites en HCl et en HF (concentrations respectivement égales à 107 et 35 mg/Nm3, puis 17 et 14 mg/Nm3, pour une même valeur limite de 10 mg/Nm3).

L'exploitant a avancé les causes possibles de ces dépassements et proposé des actions correctives dans ses courriers du 8/01/20 et du 18/2/20.

L'orientation, par défaut, des portes de frigos détachées vers la ligne "CFC" semble avoir porté ses fruits : la nouvelle campagne de mesures effectuée au 1er trimestre 2020 montre le retour à la conformité, avec des concentrations en HCl et en HF très inférieures à la valeur limite (respectivement 2 et 0,94 mg/Nm3).

En revanche, ces analyses montrent un dépassement de la valeur limite en poussières : 27 mg/Nm3 pour une limite de 10. L'exploitant a indiqué que ce dépassement est très probablement dû au déchirement du filtre à manches situé à l'amont de l'oxydateur, constaté a posteriori. Les manches ont été remplacées et une augmentation de la fréquence de remplacement des manches a été intégrée au niveau du service maintenance.

Conclusion :

☐ Pas d'observation. Nous avons informé l'exploitant qu'un contrôle inopiné des rejets atmosphériques serait effectué au cours du second semestre 2020 (courrier DREAL du 6/07/20).

Constat 4 - Rejets atmosphériques de l'installation "R11"**Références réglementaires :**

AP du 15/01/19 – article 3.2.3 : valeurs limites de rejet de l'installation "R11"

article 3.3.1 : suivi en continu des rejets de l'installation "R11"

article 3.3.2 : analyse externe semestrielle

Constats :

Les dernières mesures des analyses externes semestrielles (premier semestre 2020 inclus) sont conformes.

Concernant le suivi en continu, l'exploitant a pu nous remettre en séance un enregistrement des valeurs mesurées en continu lors de quelques journées du mois de juin 2020.

L'exploitant a indiqué que cet analyseur en continu est regardé régulièrement en phase d'exploitation. Un contrôle a posteriori est également effectué, afin de détecter un éventuel problème au niveau de la régénération des charbons actifs. Depuis les 2 dernières années (affectation de la ligne R11 aux seuls GEM insufflés aux CFC) il n'a pas détecté de dérive par rapport au seuil de 20 mg/m³. Par rapport au fonctionnement antérieur, les charbons sont moins sollicités et mieux régénérés.

Conclusion :

☐ Pas d'observation.

Constat 5 - Schéma de maîtrise des émissions de COV (dont CFC)

Références réglementaires : AP du 15/01/19

° article 3.2.8 : élaboration d'un schéma de maîtrise des émissions de COV (SME). Délai : 9 mois

° article 3.2.6 : limite pour les rejets diffus : 5 % de la quantité de gaz entrante

Constat :

Le schéma a été transmis par l'exploitant par courrier électronique du 18/02/20.

Ce document, établi en interne, traduit un réel effort de l'exploitant pour estimer les émissions diffuses des gaz (dont CFC), dans leurs différentes composantes. Au vu du SME, la limite de 5 % fixée par l'arrêté est largement respectée :

- le taux de fuites phase 1 est estimé par l'exploitant à 1,4 % ;

- le taux de rejets diffus pour la phase 2, non explicité par l'exploitant dans le SME mais peut être déduit comme étant égal à 0,23 %.

Des émissions spécifiques (ramenées à la tonne de GEM-F traitée) ont été estimés dans le SME, comme prévu par l'arrêté.

Le SME identifie par ailleurs les moyens de prévention des émissions.

Cependant, un certain nombre de demandes d'explications et d'observations ont été formulées en séance sur ce document. Nous relevons en particulier que :

° les quantités de gaz collectées sont déterminées à partir des quantités présentes et des pertes estimées, sans mentionner les tonnages effectivement collectés (phase 1 et phase 2 – ligne 1) :

° phase 2 : rejets canalisés : l'exploitant utilise la concentration en COV mesurée par le laboratoire, exprimée en équivalent carbone ; cette valeur ne représente donc pas la masse totale de gaz rejetée. Au final, le SME additionne des grammes de gaz "tous atomes" et des grammes de carbone, ce qui n'est pas cohérent. En outre le SME transmis ne respecte pas complètement les objectifs fixés, qui sont de garantir un niveau d'émissions inférieur à celui qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites, dans un contexte où la métrologie des CFC est difficile.

Par ailleurs, le SME ne comprend pas d'évaluation du niveau d'émission de référence.

Conclusion	Demande	Délai / échéance
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative	Transmettre une nouvelle version du SME, réalisée et selon la méthodologie nationale. Du fait de la complexité méthodologique et de la spécificité du process lié aux CFC, nous recommandons vivement le recours à un prestataire spécialisé.	01/03/21

Constat 6 - Déclaration annuelle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire :

AP du 15/01/19 - article 2.2.4 : déclaration annuelle des rejets

Constat :

L'exploitant a transmis sa déclaration via l'application GEREP le 6/04/20.

S'agissant des rejets atmosphériques, les éléments de calcul ont été adressés par courrier électronique du 22/06/20. L'exploitant a utilisé les nouvelles méthodes de calcul et valeurs découlant du SME susmentionné. Ce changement affecte significativement les résultats (à la baisse), notamment pour les HFC. La déclaration contient plusieurs erreurs : double comptage des émissions canalisées de CFC et COVNM (déjà incluses dans les valeurs déduites du SME) ; non-inclusion des CFC parmi les COVNM totaux, Ces erreurs et la non-validation du SME ne permettent pas de valider la déclaration présentée.

Conclusion	Demande	Délai / échéance
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative	Transmettre un calcul des rejets de COV / CFC en 2019 selon la méthode utilisée les années précédentes.	31/08/20

Constat 7 - Dossier de réexamen IED

Références réglementaires :

- ° AP du 15/01/19 - article 2.2.6 : remise d'un dossier de réexamen avant le 17/08/19
- ° article R.515-71 du code de l'environnement
- ° arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets

Constat :

Le dossier de réexamen au titre du BREF WT (traitement des déchets) a été adressé par l'exploitant par courrier du 6/09/19.

Le dossier est court (5 pages) et se limite à un examen des différentes MTD.

Les éléments suivants, notamment, ne figurent pas dans le dossier :

- ° périmètre IED et liste des BREFs applicables
- ° avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation au regard du III du R.515-70 du CE
- ° positionnement de l'exploitant sur toutes les MTD applicables : les éléments présentés par l'exploitant ne permettent pas de conclure sur le respect ou non, dans les conditions actuelles, de chaque MTD.
- ° demande de dérogation à une valeur limite de rejet dans l'eau (zinc) ;
- ° respect de la valeur limite de rejet du BREF concernant les CFC (voir les débats précédents concernant le schéma de maîtrise des émissions)

Conclusion	Demande	Délai / échéance
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative	Transmettre une nouvelle version du dossier de réexamen au titre du BREF WT, réalisée par un prestataire spécialisé et selon la méthodologie nationale.	15/10/20

Conclusion	Observation	Délai / échéance
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative	<p>Nous rappelons qu'un rapport de base relatif à la pollution des sols a été transmis au sein du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé en novembre 2017, ayant abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/01/19. Dans ce document, réalisé selon la méthodologie ministérielle, l'exploitant a justifié de la non-nécessité de réaliser des investigations complémentaires à celles déjà réalisées par le passé.</p> <p>Une surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines devra être réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement. Ce point sera prochainement prescrit à l'exploitant par voie d'arrêté complémentaire.</p>	/

Constat 8 - Eaux industrielles

Références réglementaires : AP du 15/01/19 :

° article 4.6.2 : contrôle semestriel des rejets aqueux

° article 4.5.4 : valeurs limites d'émission

Constats :

Le contrôle inopiné effectué sur les eaux industrielles le 28/10/19 (mesure au titre du 2nd semestre) a montré des dépassements des valeurs limites sur les paramètres pH, DCO et aluminium, au niveau des rejets de l'installation de traitement de GEM-F.

Le bilan du 4ème trimestre 2019, adressé par courrier électronique du 8/01/20, indiquait que des actions correctives avaient été prises. Ce point a été confirmé lors de la visite (équilibre du pH, changement du bloc résine).

L'exploitant a indiqué que les analyses du 1^{er} semestre 2020 n'ont pas encore été réalisées, du fait de la covid-19 et s'est engagé à passer la commande prochainement.

Conclusion	Observation	Délai / échéance
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative	Communiquer les résultats d'analyses des eaux industrielles du 1 ^{er} semestre 2020.	Dès réception.

Constat 9 - Demande de modification des conditions de stockage des GEM-F

Référence réglementaire :

- ° AP du 15/01/19 – articles 1.2.1 et 7.2.5 : quantités maximales de déchets susceptibles d'être entreposées sur le site au titre des rubriques 2790, 3510 et 3550 : GEM-F : 8 300 m³ / 650 t (en attente de prise en charge : 4700 m³ / 350 t ; dépollués en attente de traitement : 3600 m³ / 300 t) ; déchets dangereux indésirables (dont frigors ammoniac) : 7 t
- ° Dossier de demande d'autorisation (modification substantielle) déposé en novembre 2018 : plan des stockages de GEM-F, étude d'impact, étude de dangers (dont incendie du stock de GEM-F)
- ° Article R. 181-46 du code de l'environnement : porter à connaissance des modifications des conditions d'exploitation

Contexte et objectifs de la demande :

L'exploitant nous a fait part lors de la visite de son souhait de disposer d'une plus grande capacité de stockage des GEM-F, pour fluidifier l'activité de la ligne de traitement des GEM-F et anticiper les prochains épisodes de fluctuation d'activité. Cette demande intervient après un retour d'expérience des 2 dernières années d'exploitation, notamment le fonctionnement de la nouvelle ligne de traitement autorisée par AP 15/01/19, les pointes d'activité et les épisodes d'apports massifs de GEM-F, comme ceux liés à l'arrêt du site SUEZ de Feyzin et à l'épidémie de Covid-19 (voir constats 1 et 2).

Demande transmise :

En application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 10/07/20 un dossier de porter à connaissance des modifications des conditions de stockage de GEM-F, complété le 17/07/20.

L'exploitant y formule 3 demandes :

- Augmentation des stockages de GEM-F (superficie, volume, tonnage) ; pour pouvoir faire face, temporairement, à des situations exceptionnelles (panne importante de l'usine, défaillance d'une autre unité de traitement de GEM-F au niveau national...), l'exploitant souhaite utiliser une zone de stockage supplémentaire disponible sur le site, à l'est. Cette surface de 750 m² (2 îlots de 600 et 150 m²) permettrait d'accueillir 2700 m³ supplémentaires de GEM-F, soit 250 t.
- Fixation d'une limite unique pour le volume de GEM-F stockés (11 000 m³), alors que l'AP du 15/01/19 fixe une limite pour les GEM-F non dépollués (4700 m³) et une limite pour les GEM-F dépollués (3600 m³) ;
 - par suite, cette limite unique offrirait la possibilité à l'exploitant de stocker les GEM-F indistinctement sur les 2 aires actuelles, l'une actuellement dédiée aux GEM-F non dépollués (1300 m²), l'autre aux GEM-F dépollués (1000 m²), ainsi que sur la nouvelle aire susmentionnée (750 m²), apportant ainsi plus de souplesse dans la gestion des flux.
- Augmentation de la quantité maximale des GEM-F à l'ammoniac stockés sur le site, de 7 t actuellement à 14 t, afin d'anticiper d'éventuels déstockages de ces équipements.

Les modifications demandées n'induisent aucun changement concernant la capacité de traitement autorisée (36 000 t/an), ni concernant les infrastructures et aménagements du site.

Constats de la visite :

L'aire de stockage complémentaire des GEM-F projetée à l'est, en partie haute du site, nous a été montrée. Il s'agit d'une surface disponible, enrobée comme le restant du site, et reliée au séparateur hydrocarbures.

L'aire est accessible par la voie périphérique du site, des 2 cotés (depuis le nord et depuis le sud), et donc depuis les 2 entrées de l'établissement (principale et de secours).

L'aire dédiée au stockage des GEM-F "ammoniac" a été vue au cours du constat 2. La surface disponible permet largement de stocker les 14 t souhaitées par l'exploitant.

Analyse technique du dossier

Dans son dossier, l'exploitant a évalué, de manière quasi exhaustive, l'impact des modifications projetées sur l'environnement (paysage, émissions atmosphériques, rejets d'eaux, etc.). Ces impacts sont nuls ou négligeables.

Concernant l'impact sur la sécurité, on note que la localisation des 2 îlots supplémentaires prévus permettra le maintien de la voie de circulation autour de l'établissement (3 m minimum de largeur exigés par l'article 6.3.6 de l'AP du 15/01/19). Les 10 m d'éloignement vis-à-vis du bâtiment, prévus par l'article 7.4.2, pourront également être respectés, le cas échéant via une ligne matérialisée sur le sol.

L'évaluation des risques d'incendie conduit à un impact modéré de la modification : en cas d'incendie sur l'un des nouveaux îlots de stockage, le flux radiatif de 3 kW/m² (effets létaux irréversibles / dangers significatifs pour la vie humaine) sortirait des limites de propriété d'environ 8 m. Cependant, la surface concernée (550 m²) est occupée par un pré, sans fréquentation humaine

Par ailleurs les flux radiatifs de 5 kW/m² (effets létaux / dangers graves pour la vie humaine) et 8 kW/m² (effets létaux significatifs / dangers très graves pour la vie humaine,) seraient contenus dans le périmètre du site. A noter également l'absence d'effet domino vers le bâtiment de l'usine.

L'extension des stockages n'induit pas de besoin supplémentaire en eau d'extinction d'incendie : en effet, l'îlot supplémentaire principal (600 m² ; 200 t) représentera une quantité de GEM-F inférieure à celle du plus grand des îlots de stockages du site (350 t). Par ailleurs, du fait de leur éloignement, la probabilité d'un incendie simultané du stockage complémentaire (650 t maximum) et du stockage principal est très improbable.

En cas d'incendie dans cette zone, les eaux d'extinction polluées seraient recueillies selon les modalités prévues par l'arrêté d'autorisation du 15/01/19.

Nous rappelons que l'étude de dangers figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de novembre 2018 classait l'incendie au niveau des stockages de GEM-F comme improbable (classe C dans la gamme allant de A – courant à E – extrêmement improbable), compte tenu de la nature des déchets et des mesures de prévention mises en place par l'exploitant.

Analyse administrative

La demande de l'exploitant correspond à une extension des capacités de stockage. Elle concernerait les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées, figurant dans le tableau de classement fixé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/01/19 :

- 2790 : traitement de déchets dangereux (les GEM-F sont réglementairement des déchets dangereux) ; augmentation de la quantité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site de 8300 m³ (650 t) autorisés à 11 000 m³ (900 t) ; cette rubrique est sans seuil de classement (soumise à autorisation systématique)
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux : augmentation de la quantité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site (GEM-F en attente de traitement) de 650 t autorisées à 900 t. Cette rubrique, découlant de la directive européenne dite IED, est soumise à autorisation à partir de 50 t stockées.

L'extension demandée (+ 250 t) dépasse le seuil de classement de la rubrique 3550. Par suite, conformément aux dispositions des articles R. 122-2 et R. 181-46.I du code de l'environnement, le projet de l'exploitant est soumis à évaluation environnementale systématique (étude d'impact), et donc considéré comme modification substantielle, devant faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Conclusion :

Dans son dossier, l'exploitant conclut à une modification non substantielle ne nécessitant pas d'autorisation ni d'évaluation environnementales. Si, sur le plan technique, l'augmentation demandée des stockages n'induit pas de modification substantielle des impacts environnementaux et des dangers, sur le plan administratif il doit être considéré qu'il s'agirait d'une modification substantielle.

Conclusion	Observation	Délai / échéance
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative (arrêté préfectoral complémentaire)	<p>Afin de permettre à l'exploitant de pouvoir gérer sur son site de probables excédents dans les arrivées de déchets, nous proposons à M. le préfet de répondre partiellement à la demande de l'exploitant, en autorisant, par voie d'arrêté complémentaire, une augmentation des stockages de 49 t (660 m³), qui peut être considérée comme non substantielle. Le volume total de GEM-F stocké passera de 8300 à 8960 m³, le tonnage de 650 à 699 t.</p>	/

	<p>Cette modification ne nécessite pas de modifier les prescriptions encadrant l'exercice des activités. Seules les quantités limites fixées pour les stockages de déchets doivent être modifiées.</p> <p>Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint a été établi en ce sens, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement (les modifications par rapport à l'arrêté du 15 janvier 2019 sont indiquées en rouge).</p> <p>Ce projet est transmis à l'exploitant avec le présent rapport, à titre de procédure contradictoire. En revanche, l'avis préalable du CODERST, réglementairement facultatif, ne paraît pas nécessaire dans le cas présent.</p>	
--	--	--